

Général Vincent Desportes

« Gare au piège des guerres sans fin »

C'est le général qui parle. Dans un entretien au *Monde*, l'été dernier, l'ancien directeur du Collège interarmées de défense (ex-Ecole supérieure de guerre) a exprimé des réserves sur la stratégie américaine en Afghanistan. Ce qui a provoqué l'ire du chef d'état-major des armées et de l'Élysée. Ce saint-cyrien, officier de cavalerie, vient de quitter l'institution militaire, après trente-huit ans de service, sans se départir de son franc-parler. Auteur de plusieurs ouvrages, le général de division a contribué à renouveler la pensée stratégique et militaire française, en tentant de libérer la réflexion critique. Les officiers, explique-t-il, doivent jouer de nouveau un rôle intellectuel dans la société. Donner la parole à la Grande Muette, en s'inspirant de la pratique anglo-saxonne ? Un combat de longue haleine...

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN ROSSO
PHOTOS : FRÉDÉRIC STUCIN/MYOP POUR L'EXPRESS

Plus de neuf ans après le 11 septembre 2001 et la réplique américaine, pourquoi l'Otan ne gagne-t-elle pas en Afghanistan ?

> Rappelons d'abord que les premiers objectifs de l'engagement américain ont été atteints : il s'agissait de chasser les taliban de Kaboul et de détruire le réseau d'Al-Qaeda en Afghanistan. Mais les buts ont évolué : toutes les guerres échappent à leurs initiateurs ! Dans l'euphorie de sa victoire, la communauté internationale s'est engagée à la fin de 2001, à Bonn, dans une voie impossible : la construction d'une démocratie « jeffersonienne », avec des institutions de type occidental et une forte évolution des mœurs locales. L'Afghanistan, ce sont des groupes ethniques et des bandes armées qui se déchirent depuis des siècles sur un territoire montagneux, dominé par des chefs de guerre, avec un antagonisme séculaire entre les Pachtouns, l'ethnie majoritaire, et les autres. Aucun système n'a réussi à contenir ces rivalités, ni l'ancien royaume, ni la République de 1973, encore moins l'intervention soviétique. Les moyens militaires et financiers américains qui auraient peut-être permis de réaliser cet objectif ont été engloutis en Irak à partir de 2003.

La stratégie militaire a été réorientée, sous l'impulsion du général McChrystal, vers la lutte anti-insurrectionnelle. Qu'est-ce qui ne va pas ?

> La situation est difficile. Depuis 2001, chaque mois est plus meurtrier que celui de l'année précédente. Avec plus de 530 morts, l'année 2010 est déjà la pire pour l'Otan. La doctrine de contre-insurrection, celle des généraux McChrystal et Petraeus, piétine car le problème n'est pas, à proprement parler, insurrectionnel. Il s'apparente plutôt à une « fronde » des « princes » contre la montée >>>

VINCENT DESPORTES

Le général milite pour un débat sur l'Afghanistan.

« Il n'aura pas lieu tant que la majorité ou l'opposition ne se seront pas saisies du sujet. »



>>> en puissance d'un pouvoir central, celui que la coalition cherche à établir dans un pays qui n'en a jamais connu. Le problème ne semble pas tant de « gagner les cœurs et les esprits » que d'organiser une nouvelle répartition des pouvoirs respectant la tradition. A défaut, les « seigneurs » locaux défendront leurs prérogatives.

Il y a donc un problème de méthode ?

> Sûrement. Sinon, comment expliquer que la plus formidable coalition militaire de tous les temps, représentant les deux tiers des PIB mondiaux et cumulant les deux tiers des budgets de défense, peine à régler ce conflit ? Si l'on additionne toutes les dépenses liées à l'opération, l'investissement global de la coalition par l'Afghanistan est du même ordre que celui de l'Etat français pour chaque citoyen ! Il s'agit bien d'investir mieux.

Que faut-il modifier dans la conduite des opérations ?

> La question pose celle de l'adéquation des fins aux moyens. S'il s'agit d'une contre-insurrection, l'enjeu est de rallier la population. Il vaut mieux persuader l'« esprit » que chercher à conquérir les « cœurs ». Les Afghans ne peuvent adhérer que par intérêt au projet politique de la coalition. Celle-ci doit donc leur offrir, dans la durée, de meilleures perspectives que celles des talibans. Rappelons-nous le vieux proverbe africain : « Le bateau part, mais le quai reste ! » L'exemple de la Colombie doit nous instruire. L'armée, face aux Farc, ne progresse qu'au rythme où elle peut rétablir des routes, des écoles, des hôpitaux et

des emplois pour tous. Mais, pour y parvenir, ce pays organise la convergence des efforts de son « action intégrale ». L'idée, c'est que l'Etat progresse derrière le glaive, lequel n'est porté plus loin que lorsque l'autorité légitime a été restaurée. Sauf que conduire cette manœuvre exige du temps et des moyens considérables, dont, sûrement, la coalition ne disposera jamais. D'une part, parce que le théâtre afghan est éloigné et que les opinions publiques perçoivent mal le lien direct entre cette guerre et leur sécurité. D'autre part, parce que cet engagement est très coûteux. Au fond, l'enjeu n'est pas tant de gagner la guerre que de gagner la paix. Celle-ci doit être repensée, aujourd'hui, en fonction de notre vision politique, certes, mais également en fonction des moyens que nous sommes encore prêts à consentir. Il faut

« ON NE PEUT ENGAGER DES SOLDATS DANS UN CONFLIT LONG ET DUR SANS UN SOUTIEN POPULAIRE FORT »

redéfinir un but réalisable afin d'éviter l'échec et le risque de laisser derrière nous une guerre civile.

Dans cet affrontement des volontés, celles des nations occidentales, y compris des Etats-Unis, semblent vaciller...

> La volonté des démocraties constitue certainement une faiblesse. Le mérite des Américains, le président George Bush en tête, est d'avoir mobilisé la nation. En 2009, le président Barack Obama a su ouvrir un vrai débat, avant de décider des modalités de sa stratégie. On peut conduire des opérations limitées sans débat national : le pouvoir exécutif en a la légitimité. En revanche, je ne crois pas que l'on puisse engager durablement des soldats dans un conflit long et dur sans un soutien populaire fort. C'est une difficulté. Les Pays-Bas ont dû retirer leurs troupes, les Canadiens s'apprentent à le faire. Ce questionnement existe aussi en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Espagne... Si l'on veut durer, il faut consolider la fermeté de l'engagement national. Seul un débat ouvert, franc peut y mener.

Pourquoi, en France, le débat est-il réduit à la portion congrue ?

> Il n'aura pas lieu tant que la majorité ou l'opposition ne se seront pas saisies du sujet. La France reste dans une position attentiste : ni renfort ni retrait. Elle a du mal à se sentir impliquée dans une confrontation dont le sens et la finalité lui échappent. Son évolution dépend, au fond, des décisions prises à Washington. L'engagement français est perçu comme le prix à payer pour la participation à la lutte contre le terrorisme, comme le gage de notre solidarité atlantique, voire la contrepartie de notre pleine réintégration dans l'Otan. Ces motivations sont d'ailleurs légitimes. Les forces armées sont un outil au service des projets politiques de l'Etat. Il est impensable que nous restions à Kaboul quand les Américains partiront. La France est, en quelque sorte, politiquement « prisonnière ». Remarquons que ce n'est pas le cas sur le plan militaire. Grâce à son investissement sur le terrain, à la suite de la décision du président Sarkozy de renforcer l'engagement à l'est de Kaboul, elle a acquis une vraie lisibilité au niveau tactique, une vraie capacité de décision et d'influence. Et nos troupes font un travail remarquable. Au niveau stratégique, en revanche, nous sommes >>>

BIO

VINCENT DESPORTES

24 février 1953

Naissance à Rennes (Ille-et-Vilaine).

1972 Entre à Saint-Cyr.

1998-2003 Inséré au sein de l'US Army. Attaché militaire à Washington.

2004 Parution de *Décider dans l'incertitude* (Economica).

2005 Prend le commandement du Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée de terre (CDEF).

2007 Parution de *La Guerre probable* (Economica).

2008 Directeur du Collège interarmées de défense (CID).

2010 Enseignant à HEC et à l'IEP Paris. Conseiller du président de Panhard. Directeur de collection chez l'éditeur Economica.

»» fortement dépendants de la coalition, qui est elle-même directement liée à la volonté américaine.

La France est-elle en guerre ?

» Officiellement, « nous menons des opérations de guerre ». Ne nous voilons pas la face : nous sommes en guerre. A partir du moment où l'on engage les moyens militaires les plus puissants pour vaincre un ennemi, ce n'est pas une opération de police ! Il est important de le proclamer, car la guerre est la seule justification politique de la mort des soldats. Sinon, l'Etat n'a pas de légitimité pour les envoyer risquer leur vie à tout instant. D'ailleurs, des associations de défense des militaires s'appuient sur cet argument pour judiciairiser le conflit et exiger des procédures incompatibles avec un engagement opérationnel, par nature hors du droit commun.

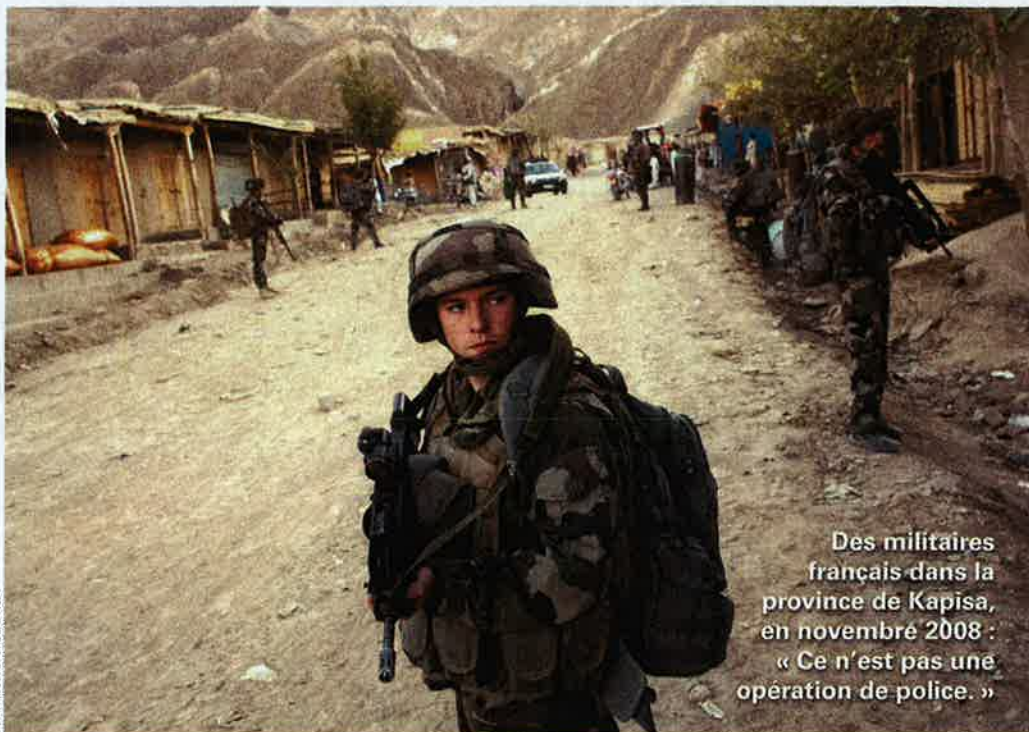
Beaucoup de militaires sont choqués par ces procédures de justice, qui peuvent entraver leur action...

» En guerre, ces procédures ne sont pas admissibles. Mais puisque la guerre n'est pas déclarée, il est logique que certains s'engouffrent dans la faille. La force de l'Amérique est de tenir un discours clair. George Bush puis Barack Obama ont clairement proclamé que l'Amérique était en guerre, à tort ou à raison, en Irak comme en Afghanistan. Et la nation américaine a tenu jusqu'à présent, malgré ses 4 400 morts en Irak et plus de 1 300 en Afghanistan.

L'opinion publique ne supporte plus d'avoir des pertes. Ni de causer des dommages collatéraux. Les soldats sont-ils des victimes ou des héros ?

» Un soldat professionnel n'est pas une victime. Il obéit à sa hiérarchie et à une décision politique d'engagement. Comme aime à le rappeler le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Elrick Irastorza, « dès lors que l'on a choisi ce métier, on ne choisit plus ses missions ». C'est la grandeur du soldat d'offrir sa vie pour quelque chose de plus important que lui. Sont-ils des héros ? Certains, sûrement. Les autres font leur métier, avec une abnégation qui peut aller jusqu'au sacrifice suprême.

Vous avez été « réprimandé », une peine mineure mais symbolique, par le ministre de la Défense pour



Des militaires français dans la province de Kapisa, en novembre 2008 : « Ce n'est pas une opération de police. »

« UNE ARMÉE DANS LAQUELLE LA PENSÉE CRITIQUE EST BANNIE S'AFFAIBLIT »

avoir critiqué la stratégie américaine en Afghanistan. En France, il est interdit à un officier général de formuler son analyse ?

» Je n'ai pas critiqué la stratégie américaine : j'ai énoncé des faits puis affirmé qu'il fallait réconcilier tactiques et stratégies. C'est d'ailleurs ce qu'a immédiatement effectué le général Petraeus : lisez sa première directive. J'ai exprimé ce que les plus hauts chefs militaires américains disent eux-mêmes, notamment sur la difficulté à respecter le calendrier de retrait. La discipline demeure la force principale des armées. Mais une armée dans laquelle la pensée critique est bannie s'affaiblit. Et l'inverse est vrai : c'est bien par l'encouragement à la réflexion libre que l'armée prussienne, défaite à Iéna, se dote de cette efficacité que nous avons payée cher par trois fois, en 1870, en 1914 et en 1940. Relisons de Gaulle : « Il faut former des cerveaux et des caractères. » Pour résoudre des problèmes aussi complexes que ceux de la guerre, nous n'avons pas trop de toutes les intelligences. Écoutons-les. Les chefs doivent prendre la parole, prendre le risque de la pensée hétérodoxe, à contre-courant. La difficulté est de trouver >>>



« LES ARMÉES
EUROPÉENNES
S'ATROPHIENT. GAGNER
UNE GUERRE, C'EST
CONTRÔLER L'ESPACE :
[...] IL FAUT DU NOMBRE »

>>> le bon équilibre entre la discipline et l'initiative, entre l'exécution passive et la participation active à l'évolution. On a vu que les avis divergeaient sur ce point...

Cette sanction ne va-t-elle pas conduire les militaires à s'exprimer de façon anonyme et polémique, à l'instar de Surcouf, ce groupe d'officiers qui avait critiqué le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale ?

> Bien sûr. Si on ne donne pas sa chance à la pensée

critique constructive, on est condamné à voir se multiplier les Surcouf. On est loin, en France, de la liberté d'expression des sociétés anglo-saxonnes. En 2005, l'armée américaine est engluée en Irak. Contre l'avis de sa hiérarchie, le général David Petraeus demande à ses officiers de contribuer à rebâtir une nouvelle stratégie. Ainsi naît la nouvelle doctrine contre-insurrectionnelle qui a porté ses fruits dans le « Surge » [NDLR : renforcement rapide des effectifs]. La critique de la pensée officielle est ouvertement encouragée et organisée aux Etats-Unis. Par les plus grands chefs. En France, la défaite de 1940 vient, pour partie, du musellement de la pensée militaire dans les années 1930. 1870, c'est l'esprit Mac-Mahon : « Je raye du tableau d'avancement tout officier dont je lis le nom sur une couverture ! » Le progrès naît du débat. Le droit de louer a toujours été reconnu ; s'il n'est pas accompagné du droit de critique, la parole n'a plus de valeur.

Vous souhaitez également réviser la place de la technologie...

> Nous assistons à une dérive. La performance, recherchée par principe, semble s'être substituée aux raisons qui la justifiaient. L'armement doit être d'abord pensé en fonction de sa capacité à réaliser l'effet politique poursuivi : cette course à la technologie détourne les budgets de leur efficacité globale. L'idée qu'elle allait compenser la diminution des formats a accéléré le phénomène dans une spirale perverse. On a voulu remplacer les effectifs par la capacité de destruction. Sujette à de multiples contraintes politiques, celle-ci est de plus en plus délicate à utiliser, alors que les effectifs ont disparu... Il est temps de rétablir l'équilibre entre volumes de forces et investissements technologiques. Le chef d'état-major des armées rappelait lui-même récemment que les évolutions technologiques devaient adopter des rythmes plus raisonnables. Les armées européennes s'atrophient. Gagner la guerre, c'est contrôler l'espace : qu'il soit aérien, terrestre ou maritime, il faut du nombre. A défaut, les engins les plus perfectionnés deviennent inutiles. La professionnalisation et le Livre blanc ont imposé des réductions drastiques. Dans les deux cas, il a fallu diminuer les effectifs pour pouvoir se procurer des matériels aux coûts croissants. Nous sommes arrivés aujourd'hui au stade où les formats des différentes armées deviennent insuffisants.

Dans les conflits d'aujourd'hui, la victoire a-t-elle encore un sens ?

> Les succès militaires ont toujours eu un effet limité. La paix succédait aux guerres, dans le nouvel équilibre établi. Aujourd'hui, les bénéfices de la victoire sont de plus en plus réduits. Le verdict de la bataille est de moins en moins accepté. C'est ainsi que naissent les insurrections visant à contourner le puissant. La victoire militaire n'a plus de sens en elle-même. La guerre est d'abord un problème politique : nous sommes condamnés à adopter des approches globales. A défaut, nous nous retrouverons piégés dans des guerres sans fin. ●